

## **ARRETE N°002/DPE/SHTC/DGA-SS/2024**

Portant fixation de la dotation pour l'exercice 2024, du service de prévention spécialisée,  
géré par l'association **CROIX-ROUGE FRANCAISE**

### **Le président du conseil Départemental de Mayotte**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action Sociale et des familles, notamment les articles L.312-1;

L.314-1 et suivant, R314-1 et suivant et R.351-1 et suivant ;

Vu la loi n°2007-293 du 05 mars 2007 reformant la protection de l'enfance ;

Vu la loi n°2016-297 du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant ;

Vu l'arrête N°003/DPE/SPAEMO/DGA-SFE /2019 portant autorisation de création d'un service de prévention spécialisée sur le territoire de Mayotte par l'association CROIX ROUGE FRANCAISE ;

Vu la délibération n° DL\_CP2021-0253 relative aux contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens avec les 3 associations habilitées pour la mise en place d'actions de prévention spécialisée sur l'ensemble du territoire de Mayotte ;

Vu le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens n°003/SPAEMO/DPE/DGA/PSFE/2021;

Vu la proposition budgétaire de l'association LA CROIX ROUGE FRANCAISE pour l'exercice 2024 et le dialogue de gestion ;

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Le montant de la dotation 2024 est fixé à **878 679.61 €**. La dotation globale pour l'année 2024, présente une augmentation maximale de 3% par rapport au montant de la dotation de l'année précédente, conformément à l'article 4-1-2 du CPOM.

### Calendrier des versements

LA CROIX ROUGE FRANCAISE		ECHEANCE
<b>DOTATION ANNUELLE</b>		<b>878 679.61</b>
1er versement	219 669.90	31/01/2024
2ème versement	219 669.90	02/04/2024
3ème versement	219 669.90	01/07/2024
4ème versement /solde		2025

#### **Article 2 :**

Il s'agit d'une dotation provisionnelle versée par tranches, égales au quart de la dotation annuelle. Les versements s'effectueront durant le premier mois de chaque trimestre, conformément à l'article 4-1-2 du CPOM. Le quatrième trimestre, le solde, sera versé après réception et validation du compte administratif par l'autorité de tarification.

#### **Article 3 :**

Les recours éventuels contre le présent arrêté doivent être formulés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale : sis au Conseil d'Etat – 1 place du Palais Royal - 75001 PARIS CEDEX 01, dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification.

#### **Article 4 :**

La Directrice Générale des Services et Monsieur le Payeur Départemental, sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de Mayotte.

Mamoudzou, le 02/07/2024

Le Président du Conseil Départemental de Mayotte

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL  
DÉPARTEMENTAL DE MAYOTTE**  
 Ben Issa OUSSENI  
 CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MAYOTTE